

REJETS SAUVAGES DES DÉCHETS

Une campagne d'information avant de passer aux sanctions

Pour lutter contre les mauvais comportements en matière de rejets sauvages des déchets ménagers, le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement compte mener une campagne d'information et de sensibilisation. Un premier pas avant de passer à des sanctions.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – Désormais, les usagers qui ne respectent pas les règles en matière de rejets des déchets ménagers risqueront de payer des amendes. Le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement veut sensibiliser les citoyens sur la protection et la culture environnementales. «Nous avons un vaste programme sur la sensibilisation sur la protection de l'environnement. Nous voulons inciter les gens à changer leurs comportements», a indiqué M^{me} Dalila Boudjemaa, ministre de l'Environnement qui a ouvert, hier, les travaux d'une journée parlementaire sur la gestion des déchets. Cependant, si ce programme n'apporte pas de résul-

tats, les pouvoirs publics envisagent de durcir le ton en appliquant des sanctions contre les pollueurs. La loi n°01-19 du 12 décembre 2001 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets stipule que chaque générateur ou détenteur des déchets inertes et des déchets spéciaux est dans l'obligation d'assurer l'élimination de ces déchets dans des conditions qui ne risquent pas de porter atteinte à la santé publique et à l'environnement. Jusque-là, la décision d'application des amendes contre le non-respect de la protection de l'environnement est gelée. Les pouvoirs publics préfèrent commencer par des mesures souples avant de passer à des mesures coercitives.



Photo : DF

Selon Dalila Boudjemaa, le travail de sensibilisation devra commencer en premier lieu dans les établissements scolaires. Elle a, aussi, indiqué qu'une convention a été signée entre son département et celui de la formation profession-

nelle afin d'introduire le diplôme de technicien supérieur de la protection environnementale. «Le problème de la gestion des déchets est un nouveau métier qui nécessite une professionnalisation», a indiqué la ministre de

l'Environnement. Elle a ajouté qu'un programme national sur la gestion et le contrôle des déchets a été mis en place depuis l'année 2000. Aujourd'hui, dit-elle : «Nous sommes au stade de recyclage. Il a été procédé à la mise en place de 1 169 plans d'orientation, 100 centres d'enfouissement techniques et 64 décharges sauvages ont été fermées.»

Selon M^{me} Dalila Boudjemaa, qui appelle à développer ce nouveau secteur industriel qui est le recyclage, le taux des déchets est de l'ordre de 13,5 millions de tonnes par an. 5 à 6% seulement de ce taux est recyclé. «Si nous nous recyclons, nous gagnons une matière première et nous gagnons une valeur ajoutée de l'ordre de 30,5 milliards de dinars par an», a encore souligné l'intervenante.

Elle a ajouté que l'objectif est d'atteindre un taux de 25% en matière de recyclage d'ici 2015 et de l'augmenter à 50% d'ici 2016.

S. A.

CANCER DU SEIN

10 000 nouveaux cas chaque année

40 000 nouveaux cas de cancer sont enregistrés chaque année dont 10 000 concernent le cancer du sein, a annoncé le professeur Bounedjar, lors d'une conférence-débat organisé au forum du quotidien national DK-NEWS.

Saâdia Gacem - Alger (Le Soir) - Contrairement à l'Occident, en Algérie le cancer du sein touche plus particulièrement les jeunes femmes entre 35 et 49 ans. La moyenne d'âge au niveau mondial est de 69 ans, le risque de cette pathologie augmente avec l'âge, à partir de 50 ans.

Selon le professeur Bounedjar, cela peut s'expliquer par le fait que la population algérienne est très jeune, cependant, il est à constater qu'il existe un vide criant au niveau des campagnes de prévention et de dépistage adaptées à la population touchée

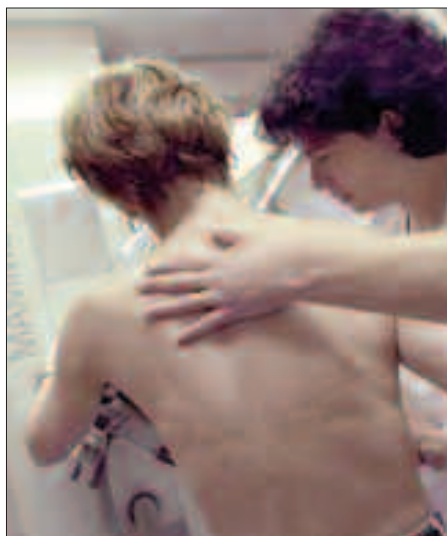


Photo : DF

par cette maladie. En effet, la prévention et la prise en charge de cette maladie doivent

être adaptées au pays et non copiées sur celles déjà existantes en Occident où les campagnes de mammographie visent plus particulièrement les femmes de plus de 50 ans.

De plus, il n'existe pas de statistiques précises sur cette maladie, le professeur n'a pu donner de taux de mortalité dû au cancer du sein.

Par ailleurs, les centres de radiothérapie manquent cruellement, par conséquent, les listes d'attente s'allongent et la maladie progresse et s'aggrave par manque de soin.

D'après le professeur Bounedjar, plusieurs centres de radiothérapie verront le jour à Batna et Sétif à la fin du premier semestre 2014 et à Annaba, Tlemcen et Sidi-Bel-Abbès fin 2014, ce qui améliorera considérablement la prise en charge des personnes atteintes de cancer. Autre nouveauté permettant l'amélioration du traitement du cancer et l'augmentation du pro-

nostic vital, c'est «l'association de l'hormonothérapie et de la thérapie ciblée.

L'hormonothérapie est un traitement par hormone synthétique et la thérapie ciblée est un traitement par anticorps», explique le professeur Bounedjar.

Cette nouveauté a été présentée lors du grand congrès mondial d'oncologie «San Antonio» qui a lieu chaque année aux Etats-Unis et qui réunit plus de 8 000 participants majoritairement cliniciens, chercheurs et du domaine pharmaceutique, venant de plus de 90 pays. Un «congrès post San Antonio» est organisé au Maghreb (Tunisie, Maroc et Algérie), à la suite du congrès mondial. Cette année, il s'est tenu en Algérie.

Ce congrès a pour objectifs la formation des médecins, l'échange d'expérience et la restitution des nouveautés présentées lors du congrès aux Etats-Unis. L'année prochaine il se tiendra au Maroc.

S. G.

CONVENTION ENTRE LE SECTEUR DE LA PÊCHE ET LE MINISTÈRE DU TRAVAIL

Des microentreprises au profit des artisans-pêcheurs

Une convention a été signée hier, à Alger, entre le ministère de la Pêche et celui du Travail, afin d'accompagner les jeunes artisans pêcheurs, désirant créer leur propre microentreprise, dans le cadre de l'Ansej et l'Angem.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid-Ahmed Ferroukhi a présidé, hier à Alger, une session d'évaluation du quatrième trimestre 2013, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de la pêche et de l'aquaculture.

A cette occasion, le ministre qui a estimé que depuis fin 2012,

les artisans-pêcheurs ont bénéficié de beaucoup d'acquis socio-professionnels pense qu'il est temps de passer à une autre vitesse, à savoir le développement des microentreprises de pêche.

C'est, à ses yeux, le seul gage qui permettra de revoir à la hausse la production nationale de poisson et, par conséquent, participer à stabiliser les prix et les rendre plus accessibles. Jusque-là, rappelle-t-il, les artisans-pêcheurs n'étaient pas assurés et ne bénéficiaient d'aucune pension de retraite ; aujourd'hui ils sont nombreux à être affiliés à la Casoral après qu'un accord eut été trouvé entre les deux tutelles (pêche-travail).

Aussi, ajoute-t-il, les professionnels de la pêche exercent actuellement leur métier dans des conditions de sécurité beaucoup plus renforcées, après que la majorité des ports de pêche eurent été réadaptés aux normes exigées.

Reste la question de la large disponibilité des produits de la mer et leurs prix, qui restent inaccessibles pour bon nombre de citoyens.

Pour y remédier, le département de Ferroukhi mise sur cette convention signée avec le ministère du Travail, et qui permettra d'accompagner les jeunes artisans-pêcheurs pour développer leur propre microentreprise. Avec les comités intersectoriels, instal-



Photo : DF

lés récemment dans les wilayas du littoral, cette convention devra prendre forme à l'échelle locale

pour décentraliser la procédure et alléger d'un point de vue administratif.

M. M.